

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in
Africa



MEDIA MONITORING

22 June 2015

GENERAL NEWS

L'ONU, soixante-dix ans et un bilan mitigé

REPORTAGE/ANALYSE

Source: La Croix

Par Fatimata Burki (à Kinshasa)

Créée en 1945 « afin d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales », l'Organisation des Nations unies a multiplié, depuis, l'envoi de casques bleus, enregistré quelques succès et suscité aussi beaucoup de critiques.

19 juin 2015 - Le 22 mai 2015, la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) fête son anniversaire en exposant, à l'Institut français de Kinshasa, des photos qui retracent diverses actions sur le terrain (patrouilles, sécurisation, collaboration avec l'armée congolaise, échanges avec la population, hommage aux casques bleus morts...). « Être dans votre pays durant quinze ans, ce n'est pas tellement normal. Il est temps de réfléchir sur la fonction de la Monusco », déclare alors Martin Kobler, son chef.

La réflexion bat son plein. Fin mars, alors que le mandat de la -Monusco était sur le point d'être renouvelé, Kinshasa a demandé le départ de 7 000 casques bleus de la Mission, l'une des plus importantes au monde avec 25 000 personnes. Finalement, le Conseil de sécurité a opté pour le retrait de 2 000 soldats.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

L'ex-colonie belge de 65 millions d'habitants avait justifié sa requête par la baisse « de 90 % » de l'insécurité dans l'est du pays, instable depuis vingt ans. Mais, à l'époque, elle était aussi outrée par une exigence de la Monusco concernant la traque des rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) : la Mission onusienne conditionnait son soutien à l'armée congolaise au changement de deux commandants qu'elle soupçonne de violations des droits de l'homme. Kinshasa a refusé et, en février, s'est lancée seule à l'assaut des FDLR, sans pouvoir les neutraliser.

COLLABORATION SUSPENDUE DANS LES PROVINCES DES NORD ET SUD-KIVU

Les deux partenaires tentent d'aplanir leurs divergences mais, en attendant, leur collaboration est suspendue dans les provinces des Nord et Sud-Kivu (est). En revanche, en province orientale (nord-est), ils ont lancé début juin une grande offensive contre le Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), dont un ancien chef, -Germain Katanga, a été condamné par la Cour pénale internationale.

Plus au sud, au Nord-Kivu, on espère une reprise rapide de la coopération : de présumés rebelles musulmans ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) sont accusés d'avoir massacré plus de 400 hommes, femmes et enfants depuis octobre, essentiellement à l'arme blanche.

Les massacres se sont parfois -déroulés près de positions de l'armée et de la Monusco, sans intervention de leur part. À plusieurs reprises, des habitants excédés s'en sont pris aux casques bleus autorisés à « recourir à tous les moyens nécessaires » pour assurer leur « protection ». Leur rancœur se nourrit de scandales présumés ou réels (exploitation de minerais, abus sexuels...) mettant en cause des employés de la Monusco.

UN BUDGET ANNUEL DE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS

« Je comprends ceux qui critiquent la Monusco, concède Martin Kobler. Mais depuis deux ans que je suis là, j'essaie de régler les problèmes. Il y a des patrouilles de nuit et à pied. On est beaucoup plus actifs. »

La Mission, qui a payé le prix du sang avec 86 tués, dispose d'un budget annuel de 1,4 milliard de dollars. Elle est dotée de drones de surveillance et 51 pays fournissent des troupes, avec en tête l'Inde, le -Pakistan et le Bangladesh. Frein à l'efficacité : « Ceux qui commandent réellement les troupes ne sont pas ceux qui les commandent officiellement » sur le terrain, car les « pays contributeurs de troupes ont le vrai pouvoir décisionnel dès qu'il s'agit d'engager le combat », souligne Thierry Vircoulon, du cercle de -réflexion International Crisis Group.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

À ce problème s'ajoute le fait que « l'armée ainsi que la police et les services de sécurité n'ont pas été -réformés, en dépit des appuis de partenaires extérieurs », estime le député d'opposition Juvénal Munubo.

NAISSANCE EN 1999 DURANT LA DEUXIÈME GUERRE DU CONGO

« Il faut renforcer le mandat, les effectifs de la Brigade d'intervention de la Monusco (FIB), diminuer sensiblement les autres effectifs. Dans le cas contraire, la Monusco n'a pas sa raison d'être et doit plier bagage », tranche Luc Nkulula, l'un des militants du groupe Lutte pour le changement (Lucha), basé à Goma, capitale du Nord-Kivu.

La FIB compte 3 000 Tanzaniens, Sud-Africains et Malawites devant lutter contre les nombreux groupes armés de l'est. Elle a participé à la chute du Mouvement du 23 mars (M23) qui a affronté Kinshasa de mai 2012 à novembre 2013 au Nord-Kivu, et pris brièvement Goma en novembre 2012 après que l'armée a fui et que la Monusco n'a pas voulu combattre seule les rebelles.

La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monuc, ancêtre de la Monusco) est née en 1999 durant la deuxième guerre du Congo (1998-2003). En 2005, elle a appuyé l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution et, l'année suivante, celle des premières élections libres et démocratiques depuis l'indépendance, en 1960. Joseph Kabila, arrivé au pouvoir en 2001, a été élu président.

RADIO OKAPI, « ESPACE DE DÉBAT »

Pour Thierry Vircoulon, ces élections sont les seules « réussites à mettre à l'actif » de la Mission. -Christoph Vogel, chercheur sur les conflits de l'est congolais, qualifie quant à lui de « véritable succès » son programme de Désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement et réinstallation (DDRRR) qui, depuis 2001, a « réussi à désarmer et rapatrier plus de 10 000 combattants, en majorité FDLR ».

D'autres saluent la création, en 2002, de Radio Okapi. Elle « donne des informations plutôt fiables et équilibrées, comparé aux autres médias congolais » et offre un « espace de débat à toutes les opinions et aux simples citoyens », commente Luc Nkulula.

En 2010, la Monuc est devenue Monusco. Elle a aidé à l'organisation de la présidentielle et des législatives de 2011, gagnées dans des conditions contestées par Joseph Kabila et son camp. Alors qu'un cycle de scrutins doit s'achever en novembre 2016 avec la présidentielle, la Monusco insiste sur le respect de la Constitution et la tenue d'élections « libres, transparentes et démocratiques ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« JOSEPH KABILA S'ENFERME DANS UNE DÉMARCHE AUTOCRATIQUE »

En janvier, elle a déploré la mort de quelques dizaines de personnes dans la répression de manifestants dénonçant un projet de loi qui aurait pu permettre à Joseph Kabila de se maintenir au pouvoir. Il ne peut briguer un troisième mandat, selon la Constitution.

Les sorties de la Monusco irritent jusqu'au sommet. « La défiance accrue entre la Monusco et Kinshasa me semble surtout le résultat d'un raidissement du pouvoir congolais. Kabila s'isole, s'enferme dans une démarche autocratique, refusant toute critique, même atténuée », juge un haut fonctionnaire de l'ONU basé à New York.

Au siège de l'ONU, à New York, le sort de la RDC ne passionne pas. « La direction de la Monusco cherche uniquement à préserver les intérêts économiques de certains membres du Conseil de sécurité », accuse un spécialiste des conflits dans l'est de la RDC.

Le même haut fonctionnaire de l'ONU renchérit que la « seule chose qui intéresse certains États membres, c'est la dimension "retrait" de la Mission, car il faut faire des économies », d'autres crises faisant rage (Irak, Syrie...) : « La RDC, comme le Darfour, le Sud-Soudan, devient un bruit de fond. On en parle régulièrement, mais il n'y a pas de volonté réelle » de régler les problèmes.

DRC

RDC – Freddy Matungulu : « Le report de la présidentielle au-delà de 2016 serait une erreur »

ARTICLE

Source: Jeune Afrique

Par Trésor Kibangula

19 juin 2015 - Après avoir pris sa retraite anticipée du FMI, Freddy Matungulu Mbayamu Ilankir, 60 ans, voudrait se lancer dans la course à la présidentielle congolaise de 2016. L'ancien ministre de l'Économie s'est confié à « Jeune Afrique ».

Il y pense depuis quelques temps, mais c'est vers la fin de l'année 2014 que Freddy Matungulu Mbayamu Ilankir a décidé de quitter son poste au Fonds monétaire international (FMI) pour se consacrer « entièrement » à la politique. Avec une principale motivation derrière la tête : devenir le prochain président de la RDC.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« Alors que le débat sur la modification de la Constitution [pour permettre au président Joseph Kabila de briguer un troisième mandat, NDRL] faisait rage au pays entre 2013 et 2014, je me suis senti sous pression. Je ne pouvais plus continuer à rester au FMI alors que tout le monde essayait de donner de la voix », explique Freddy Matungulu Mbayamu, d'un ton calme et déterminé. « Il fallait passer à l'action », ajoute-t-il.

Première étape : une « réflexion » publiée début décembre 2014 sur Jeune Afrique dans laquelle le technocrate de 60 ans s'en prend avec véhémence aux politiciens et à l'élite de son pays. « Cette 'élite' intellectuelle et politique qui affectionne les titres d'Honorable et d'Excellence, mais qui chaque jour se déshonore en excellant dans toutes les vilenies, absolument toutes, pour parvenir au sommet d'une hiérarchie sociale devenue nauséabonde ou s'y maintenir à tout prix, en entretenant la détresse et la déshumanisation de notre société désemparée », dénonçait-il.

Congo na biso

Quelques jours plus tard, il quitte son poste de chef de division adjoint au département Afrique au FMI. Pour se libérer du devoir de réserve et retrouver sa liberté de parole. Il se lance alors dans une campagne médiatique tout azimuts, multipliant tribunes et prises de position dans la presse internationale et nationale. Avec l'œil toujours fixé sur la présidentielle prévue le 27 novembre 2016, il a ressuscité un « petit parti politique » et l'a rebaptisé Congo na biso [Notre Congo, en lingala, l'une des langues nationales de la RDC, NDLR].

Mais « par respect pour les Congolais », Freddy Matungulu attend son retour en RDC pour annoncer officiellement sa candidature à la présidence de la République. Lui qui a été le tout premier ministre de l'Économie, du Budget et des Finances du régime de Joseph Kabila, pendant deux ans (2001-2003), avant de rendre son tablier.

Pourquoi Matungulu a quitté Kabila

Le divorce d'avec le président Kabila fut « dramatique », selon l'ancien ministre. Plus de dix ans plus tard, il s'en souvient : « Après deux ans de fonctionnement normal des institutions de la République, il apparaissait de plus en plus clairement qu'il y avait un essoufflement. Au niveau la gestion des dépenses, il était devenu difficile de s'assurer que certaines sommes importantes allaient bien là où elles étaient réellement affectées».

Au début, Matungulu tente de faire de la résistance, refusant à autoriser « certains décaissements importants qui [lui] paraissaient de nature à perturber le programme budgétaire du gouvernement ». Mais il est rappelé à Kinshasa alors qu'il séjournait à

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Lubumbashi pour défendre le projet de budget 2013 devant l'Assemblée nationale, dont le siège était alors dans la capitale du Katanga.

« Même mon discours de présentation du budget devant les députés était interrompu à plusieurs reprises par des coups de fil de Kinshasa, raconte l'ancien ministre. On m'a fait revenir dans la capitale aux petites heures de la matinée par un vol spécial. Une fois arrivé, j'ai été conduit à 1 heure du matin au Conseil national de sécurité. Là-bas, j'ai subi un interrogatoire pendant deux heures au cours duquel il m'a été ordonné de signer ses ordres de paiement dont on attendait le décaissement depuis plusieurs jours. » Ce qu'il ne fera pas, préférant quitter le gouvernement.

Matungulu, un « produit singulier »

Je suis un produit singulier qui a fait ses preuves en matière de gestion des affaires de l'État.

Plus de dix ans après les faits, Matungulu compte bien jouer sur cette « intégrité » qu'il a pu démontrer lorsqu'il était aux affaires pour rassembler les autres opposants autour de sa candidature à la présidentielle de 2016. Originaire du Bandundu, dans l'ouest de la RDC, il se présente comme un « produit singulier qui a fait ses preuves en matière de gestion des affaires de l'État ». Mais il se dit aussi « disposé » aux discussions en vue de trouver un candidat commun face à celui que le président Kabila – qui ne peut pas, en l'état actuel de la Constitution congolaise, se représenter – pourrait adouber en 2016.

Abstraction faite de Moïse Katumbi qu'il considère comme faisant « toujours partie du camp Kabila », de Vital Kamerhe qui a, selon lui, « fait Kabila » ou encore d'Étienne Tshisekedi affaibli par l'âge et la maladie, Matungulu ne voit pas d'opposant de la même envergure que lui pour la prochaine échéance électorale. « Qui reste-t-il ? » interroge le leader du parti Congo na biso. Et de conclure, serein : « Je suis la personne que tout le monde aurait intérêt à soutenir. » Pas sûr que les états-majors des partis d'opposition à Kinshasa l'entendent de cette oreille...

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

280 cases of human rights violations reported in DR Congo

NEWS STORY

Source: Xinhua

The United Nations Joint Office on Human Rights has said it documented 280 incidents of human rights violations across the Democratic Republic of Congo (DR Congo) national territory in May, against 239 cases in April.

19 June 2015 - North Kivu and South Kivu provinces in the east of the country were the most affected by the violations.

According to the report which was published on Wednesday, combatants of various armed groups were responsible for 135 violations that resulted into 593 victims.

Among the armed groups, the combatants of the Allied Democratic Forces (ADF) were the main human rights violators, with 38 cases of violations, out of which there were 120 victims, being attributed to this Ugandan rebel group.

The report indicated that DR Congo soldiers were responsible for 67 violations that resulted into 100 victims.

However, the United Nations Joint Office on Human Rights expressed satisfaction with reports that at least 11 DR Congo soldiers had been sentenced last month by a military court for engaging in acts that constitute human rights violations.

Pour la jeunesse congolaise, les problèmes de la RDC doivent être réglés par les Congolais et au Congo

ARTICLE

Source: DigitalCongo.net (<http://www.digitalcongo.net/article/107989>)

Par Théodore Ngangu/MMC

L'organisation des élections, leur sécurisation ainsi que le problème de nouveaux majeurs qui doivent participer à tous les scrutins ont constitué la trame de l'échange entre Joseph Kabila et la jeunesse congolaise.

Kinshasa, 20 juin 2015 - C'est un message fort, précis et concis que Francine Muyumba, présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse, a livré à la presse, le vendredi 19 juin 2015, à l'issue de l'entretien que la délégation des jeunes de la RDC,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

qu'elle conduisait, a eu avec le Président de la République Joseph Kabila dans le cadre des consultations qu'il a initiées depuis le début du mois de juin.

En effet, priée de donner la position de la jeunesse congolaise sur la question du dialogue national en vue, Francine Muyumba a indiqué que ces consultations constituent un moment historique pour le devenir de la nation. « Le Président a demandé aux jeunes d'éviter d'être manipulés par qui que ce soit, de protéger la souveraineté et l'intégrité territoriales de la RDC, un des plus beaux pays au monde », a fait savoir la présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse.

Et d'ajouter :

« Les problèmes de la RDC doivent être réglés par les Congolais eux-mêmes autour d'une table et au Congo ».

Cette phrase n'est pas sans rappeler celle prononcée par Patrice Emery Lumumba à savoir :

« L'histoire, un jour rendra raison à tous ces événements. Mais ce ne sera pas l'histoire telle qu'on l'enseigne à Bruxelles ou à Paris, ce sera l'histoire écrite par les Congolais pour les Congolais ».

Et pour paraphraser Joseph Kabila dans son discours du 15 décembre 2014 sur l'état de la nation, « le peuple congolais n'est pas n'importe quel peuple. Nous sommes les descendants de Béatrice Kimpa Vita et de Simon Kimbangu, de Joseph Kasa Vubu et d'Antoine Gizenga, de Patrice Emery Lumumba et de Laurent Désiré Kabila ». Bref des nationalistes qui n'ont jamais trahi le Congo, certains même au prix de leur vie.

De l'avis de bon nombre d'analystes politiques, la RDC est de nouveau en train d'écrire une page cruciale de son histoire après les violences et autres contestations qu'elle a connues lors des élections de 2006 et 2011. Comment garantir aujourd'hui l'organisation des élections transparentes, sécurisées et apaisées qui ne finissent pas par mettre le feu dans la case Congo, objet infini de tant de convoitises des puissants de ce monde ?

Telle est la question qui devrait inciter les Congolais à privilégier l'intérêt supérieur de la patrie en se mettant autour d'une table pour baliser la voie à un cycle électoral consensuel et démocratique. « Les problèmes du Congo doivent être réglés par les Congolais eux-mêmes et au Congo », a lancé en guise d'appel lancinant la présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse Francine Muyumba au sortir des consultations.

Pour revenir à ces consultations, il faut préciser que c'est à sa ferme de Kingakati, située dans la périphérie Est de Kinshasa et devenue célèbre pour avoir abrité bon

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

nombre de rencontres qui ont déterminé l'avenir de la RDC, que le Président Joseph Kabila a reçu cette délégation des jeunes forte de 138 personnes venues de Kinshasa et du Congo profond.

A côté du Chef de l'Etat, on a noté à cette occasion la présence discrète du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire Théophile Mbemba Fundu ainsi que celle de son collègue de la Jeunesse et des Sports, Sama Lukonde Kienge.

RDC : le Gouvernement invité à se prononcer « clairement » sur le financement des élections

ARTICLE

Source: Radio Okapi

20 juin 2015 - Le gouvernement doit se prononcer clairement sur les contraintes financières liées à l'organisation des élections en République démocratique du Congo (RDC). Le député national Henry-Thomas Lokondo a lancé cet appel jeudi 19 juin, lors des consultations présidentielles à Kinshasa. Il a dit avoir attiré l'attention du chef de l'Etat comme non inscrit à l'Assemblée nationale sur les contraintes financières des scrutins à organiser par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Henry-Thomas Lokondo a estimé que la consultation la plus déterminante est celle que le président Joseph Kabila aura avec le gouvernement.

Selon cet élu de Mbandaka, le Gouvernement devra faire un état de lieu de la trésorerie publique afin de rassurer ou pas le financement des opérations électorales combinées avec le découpage territorial.

« J'ai parlé au nom de tous les non-inscrits à l'Assemblée nationale. J'ai dit au président que la consultation la plus déterminante qu'il aura, c'est avec le gouvernement, parce que c'est le gouvernement qui connaît la trésorerie générale de l'Etat. Il doit nous dire si on aura suffisamment des moyens : un milliard ou un peu moins d'un milliard pour toutes ces opérations électorales combinées avec le découpage territorial », a affirmé Henry-Thomas Lokondo, député de la majorité présidentielle.

Il a ajouté que l'Etat congolais doit être réaliste s'il saura rémunérer plus de 37 000 nouveaux cadres politico-administratifs qui sortiront des élections dans les entités décentralisées.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« J'ai été honnête avec lui, en lui rappelant que, si aujourd'hui on organise des élections locales, municipale et urbaines, notre pays va passer de 169 entités territoriales décentralisées à 1 435 dont 97 villes, 68 communes, 478 secteurs et 259 chefferies. Si vous faite une estimation par exemple de 25 élus et membres de l'exécutif des entités territoriales décentralisées, avec un minimum de 37 875 nouveaux cadres politiques à rémunérer par mois, ça va peser sur le budget », a expliqué Henry-Thomas Lokondo.

Il a souligné qu'il a « un peu de doute que l'Etat ne puisse à court et moyen terme répondre financièrement à cette gigantesque opération ».

En avril 2015, les partis et regroupements de l'opposition avaient indiqué que la « plus grosse contrainte liée à l'organisation des élections était budgétaire ».

Adoption de la loi de mise en œuvre de la CPI en RDC

INTERVIEW

Source: La Prospérité, via mediacongo.net

(http://www.mediacongo.net/show.asp?doc=85679#.VYe5w_mqpHw)

Kinshasa, 20 juin 2015 - «Les juridictions congolaises de droit commun peuvent poursuivre les auteurs des crimes internationaux», se félicite Désiré-Israël Kazadi

Le parlement congolais a adopté à l'unanimité la proposition de loi de mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Cette mesure attendue, depuis longtemps permettra à la République démocratique du Congo (RDC) de poursuivre les crimes graves à l'échelle nationale.

Désiré-Israël Kazadi, porte-parole de la Coalition nationale pour la CPI en RDC en donne sa lecture. M. Kazadi, longtemps sur cette thématique, a été l'émissaire, en 2011, de l'ensemble des organisations de la société civile, auprès du bureau de l'Assemblée nationale, porteur d'une pétition signée par les structures représentatives du mouvement associatif pour demander l'ouverture d'un débat à ce sujet. A quelques jours des travaux de la conférence de révision du statut de Rome, tenue à Kampala, en Ouganda, l'activiste a été reçu devant les médias de la capitale par l'ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale, Me Boris Mbuku. Au menu : dépôt de la pétition et échange sur la nécessité d'une loi sur la CPI en RDC.

A l'époque, l'hôte du porte-parole de la CN-CPI prenait l'engagement d'expliquer l'intérêt particulier d'une telle loi et promettait d'impliquer ses pairs de l'hémicycle.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La Prospérité voudrait donc, par une démarche pédagogique, obtenir de celui-là qui milite, des années durant, pour une loi nationale intégrant les pertinentes dispositions du statut de la CPI l'explication d'une loi qui paraît aux yeux de citoyens lambda comme une loi sans importance alors que...

Ancien professionnel invité au siège de la CPI en Hollande, chercheur en justice internationale, ayant opté pour le droit, membre de la prestigieuse association des journalistes à la CPI, en plus de sa casquette du Prix BBC sur la justice transitionnelle dans la sous-région, ce sobre mais méticuleux orateur s'est fait interroger par la rédaction du quotidien, place Mont Fleury.

A brûle-pourpoint, quelle est votre réaction à l'adoption, par la RDC, d'une loi de mise en œuvre du statut de Rome de la CPI ?

Une lecture de satisfaction. C'est depuis 2008 que nous nous battions pour qu'une loi dans ce sens soit prise dans notre pays. Voilà, c'est fait. Elle renforce la lutte contre l'impunité des crimes internationaux commis sur le territoire national.

Avant d'entrer dans le vif, qui sont les auteurs de cette loi et quel avantage peut-elle offrir à la RDC ?

Là, vous me posez deux questions. Les auteurs de cette loi sont le professeur Nyabirungu et Maître Mutumbe, alors députés nationaux. Mais il y a lieu de noter que le texte est le fruit d'une laborieuse réflexion au sein de la société civile et renferme, dans ses articulations, les aspirations profondes de la population qui est, en fait, la véritable initiatrice de ce draft aujourd'hui portée au rang des lois. Les deux députés ont été sollicités par la société civile au regard de leur expérience et de leur engagement pour endosser cette proposition de loi. En clair, il s'agissait d'une proposition de loi modifiant et complétant le Code pénal ordinaire, le Code pénal militaire, le code de justice militaire, le Code de procédure pénale et le Code de la compétence et de l'organisation judiciaires.

A votre seconde question, je vais devoir vous rassurer que cette loi permet aux juridictions civiles, ou de droit commun, de poursuivre à l'échelle nationale, les auteurs des crimes, qui relèvent présentement de la compétence de la CPI. Ce qui n'était pas le cas il y a peu. Avant l'adoption de la loi, seules les juridictions militaires pouvaient poursuivre les auteurs des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et les crimes de génocide, à la lumière du Code pénal militaire et du Code de justice militaire. C'est l'exemple du célèbre procès de Songo Mboyo.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Quelle a été votre propre contribution à l'adoption de cette loi de mise en œuvre du statut de Rome de la CPI ?

Très modeste a été ma contribution. Au-delà de ma participation à différents colloques en lien avec cette problématique, j'ai été désigné en ma qualité de porte-parole élu de la CN-CPI, au nom de mes pairs de la société civile, à rencontrer les autorités de l'Assemblée nationale pour non seulement déposer officiellement la pétition de l'ensemble du mouvement associatif congolais mais aussi expliquer au bureau de l'assemblée, le bien-fondé de cette loi. Vos journaux et autres médias comme la télévision en font foi. Et j'avais dû renoncer à l'invitation pour la conférence de révision du statut de Rome qui se tenait, à cette époque-là en 2011, à Kampala, en Ouganda, pour m'occuper, par souci d'un Congo contre l'impunité, de ce dossier qui porte actuellement ses fruits. La société civile a été essentiellement engagée.

Cette loi va-t-elle affecter le droit congolais ?

Oui. La législation congolaise sera affectée puisque certaines lois seront appelées à s'adapter au statut de Rome. J'en parlerai au fil de nos échanges.

Qu'est-ce que, donc, la loi de mise en œuvre ?

C'est une loi d'application à proprement parler. Le statut de Rome de la CPI qui est le texte fondateur de la Cour contient des dispositions qui sont, pour la plupart, en nette contradiction avec la législation congolaise, ou mieux le droit positif congolais. Il avait donc fallu, pour ce faire, prendre une loi qui uniformise la loi congolaise avec le statut de Rome. C'est cela. Bien que la RDC relève du système moniste, c'est-à-dire est d'application automatique toute convention ou tout traité formellement ratifié par le pays, il était cependant difficile, pour les juridictions civiles, d'appliquer le statut de Rome sans une loi d'adaptation.

Qu'est-ce qui va changer au Code pénal ordinaire ?

Je prends juste deux exemples pour vous épargner des détails. La majorité pénale sera portée à 18 ans, contrairement à la législation interne qui prévoit l'âge de 16 ans. Il y aura l'identité des peines aussi bien pour l'auteur matériel, c'est-à-dire l'exécutant que pour l'auteur intellectuel, c'est-à-dire le concepteur du crime ou le complice.

Et dans le code de procédure pénale ?

C'est ici que la coopération entre la CPI et la justice congolaise sera formellement renforcée. Il en sera de même pour des dispositions qui promeuvent un procès équitable. Vous savez, sans doute, qu'en droit il y a un principe, celui du contradictoire qui a comme corollaire le droit de la défense.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Pour votre information, la RDC a signé un accord de coopération avec le CPI à travers son parquet. Cet accord a été signé entre le bureau du procureur représenté, à cette époque-là par Philippe Brammert, alors procureur adjoint chargé de l'enquête et Kisimba Ngoy – paix à son âme - en sa qualité de ministre de la justice. Cet accord prévoit comme interface, côté congolais, le parquet général de la République qui fait exécuter les mandats et ou autres décisions de la CPI sur le territoire de la RDC. Mais grâce à cette loi, la coopération entre la RDC et la CPI sera légalement reconnue.

Qu'est-ce qui va changer dans le code pénal militaire et dans le Code judiciaire militaire ?

C'est ici qu'il faut signaler d'énormes réformes. In globo, la justice militaire, jusque-là, compétente pour les crimes sus-évoqués, va cesser d'en être compétente. Ce seront désormais les juridictions du droit commun. Du Code pénal militaire, seront délestées les peines prévues contre l'auteur des crimes graves tandis que du Code judiciaire militaire, seront délestés les trois crimes internationaux.

Il ya lieu de souligner cependant qu'au regard de la complexité de crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide qui sont, pour certains, des crimes commis par voie des conflits armés, il est de bon droit, pour besoin d'expertise, que la composition soit mixte, c'est-à-dire, des magistrats civils avec des magistrats militaires siègent ensemble.

Dans le Code de l'organisation et de compétence judiciaire. Qu'est ce qui change?

Notez que la juridiction de jugement, c'est-à-dire l'instance habilitée à poursuivre tout auteur des crimes internationaux sur le territoire de la RDC sera la Cour d'appel qui aura comme juridiction d'appel la cour de cassation qui devra naître de l'éclatement de l'actuelle cour suprême de justice en trois juridictions dont le Conseil d'Etat et la Cour constitutionnelle.

Pourquoi seulement la Cour de cassation ?

Bonne question. Il y a lieu de noter que selon l'actuelle nomenclature juridictionnelle de la RDC, c'est de cette cour de cassation que dépendront les juridictions de l'ordre judiciaire contrairement au Conseil d'Etat dont dépendront les juridictions de l'ordre administratif et la Cour constitutionnelle qui n'a pas de juridictions qui lui sont rattachées mais qui reste tout de même un ordre. N'allons pas en détails. C'est actuellement un débat des doctrinaires.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RWANDA

Kagame says international attention on 3rd term debate is unwarranted

NEWS STORY

Source: NTV (Uganda) <http://ntv.co.ug/news/international/21/jun/2015/kagame-says-international-attention-3rd-term-debate-unwarranted-6858#sthash.HBrc2GbB.dpbs>

21 June 2015 - Rwanda's President Paul Kagame says the international attention focused on his country regarding the debate on lifting presidential term limits is uncalled for.

Rwanda's President Paul Kagame says the international attention focused on his country regarding the debate on lifting presidential term limits is uncalled for.

President Kagame made the remarks in Rwanda's Western province during a tour where he was received by thousands of his rural supporters.

BURUNDI

Statement attributable to the Spokesperson for the Secretary-General on Burundi [Scroll down for French version]

Source: UN

The Secretary-General continues to follow with concern the political crisis in Burundi, which threatens to undo more than a decade of work to consolidate peace and reconciliation in the country. In this respect, he welcomes the communiqué of the meeting of the African Union Peace and Security Council held on 13 June at the level of Heads of State and Government. With the communiqué, the African Union provided a clear way forward towards peaceful and credible elections in Burundi.

The Secretary-General has requested his Special Representative and Head of the UN Regional Office for Central Africa, Abdoulaye Bathily, to offer good offices in Burundi in support of regional efforts to reduce tensions and help Burundians peacefully settle their differences. Special Representative Bathily will work closely with the African Union, the

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

East African Community and the International Conference for the Great Lakes Region. He will arrive in Bujumbura on Sunday, 21 June.

The Secretary-General wishes to express deep gratitude to his Special Envoy for the Great Lakes Region, Said Djinnit, for his tireless efforts impartially facilitating the dialogue among Burundian stakeholders during May and June of this year.

As elections draw near, the Secretary-General calls on all Burundian political leaders to address the current political crisis with the highest sense of responsibility. He urges them to resume political dialogue earnestly with a view to creating an environment conducive for peaceful, credible and inclusive elections.

New York, 21 June 2015

Déclaration attribuable au porte-parole du Secrétaire général sur le Burundi

Source: ONU

Le Secrétaire général continue de suivre avec préoccupation la crise politique au Burundi, qui menace de ruiner plus d'une décennie de travail pour consolider la paix et la réconciliation dans le pays. À cet égard, il se réjouit du communiqué issu de la réunion du Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine qui s'est tenue le 13 juin au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Avec le texte du communiqué, l'Union africaine éclaire la voie vers des élections pacifiques et crédibles au Burundi.

Le Secrétaire général a demandé à son Représentant spécial et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, d'offrir de bons offices au Burundi en appui aux efforts régionaux visant à réduire les tensions et à aider les Burundais à régler leurs différends pacifiquement. Le Représentant spécial Bathily travaillera en étroite collaboration avec l'Union africaine, la Communauté est-africaine et la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs. Il arrivera à Bujumbura le dimanche 21 juin.

Le Secrétaire général souhaite exprimer sa profonde gratitude à son Envoyé spécial pour la région des grands lacs, Said Djinnit, pour ses efforts inlassables, en mai et juin de cette année, en vue de faciliter en toute impartialité le dialogue entre les parties prenantes burundaises.

A l'approche des élections, le Secrétaire général appelle tous les dirigeants politiques burundais à résoudre la crise politique actuelle avec le plus grand sens des

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

responsabilités. Il les exhorte à sérieusement reprendre le dialogue politique en vue de créer un environnement propice à des élections pacifiques, crédibles et inclusives.

As Burundi elections draw near, Ban sends Special Envoy in support of regional efforts

NEWS STORY

Source: UN (UN News Centre)

21 June 2015 – Concerned by the political crisis in Burundi, “which threatens to undo more than a decade of work to consolidate peace and reconciliation in the country”, UN Secretary-General Ban Ki-moon announced today the arrival in Bujumbura of his Special Representative and Head of the UN Regional Office for Central Africa, Abdoulaye Bathily.

“The Secretary-General has requested [Mr. Bathily] to offer good offices in Burundi in support of regional efforts to reduce tensions and help Burundians peacefully settle their differences. Special Representative... will work closely with the African Union, the East African Community and the International Conference for the Great Lakes Region. He will arrive in Bujumbura on Sunday, 21 June”, reads a statement from the UN Spokesperson.

The UN Chief also welcomed the communiqué of the meeting of the African Union Peace and Security Council, held on 13 June, at the level of Heads of State and Government, which provides “a clear way forward towards peaceful and credible elections in Burundi.”

Mr. Ban expressed deep gratitude to his Special Envoy for the Great Lakes Region, Said Djinnit, for his “tireless efforts” “impartially” facilitating the dialogue among Burundian stakeholders during May and June of this year.

As elections draw near, the Secretary-General called on all Burundian political leaders to address the current political crisis with the highest sense of responsibility, urging them to resume political dialogue “earnestly”, with a view to creating an environment conducive for peaceful, credible and inclusive elections.

Burundi's elections are scheduled for July 15.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi : l'ONU appelle tous les dirigeants politiques à dialoguer pour résoudre la crise actuelle

ARTICLE

Source: ONU (Centre d'Actualités des Nations Unies)

21 juin 2015 – Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fait part dimanche de sa préoccupation face à la crise politique au Burundi, qui menace de ruiner plus d'une décennie de travail pour consolider la paix et la réconciliation dans le pays.

Dans une déclaration de presse rendue publique par son porte-parole, M. Ban s'est toutefois réjoui du communiqué issu de la réunion du Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine qui s'est tenue le 13 juin au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

« Avec le texte du communiqué, l'Union africaine éclaire la voie vers des élections pacifiques et crédibles au Burundi », a déclaré le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a par ailleurs demandé à son Représentant spécial et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, d'offrir ses bons offices au Burundi en appui aux efforts régionaux visant à réduire les tensions et à aider les Burundais à régler leurs différends pacifiquement.

« Le Représentant spécial Bathily travaillera en étroite collaboration avec l'Union africaine, la Communauté est-africaine et la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs », a souligné M. Ban, ajoutant que son Représentant spécial arrivera à Bujumbura dans la journée du dimanche 21 juin.

Le Secrétaire général a souhaité exprimer sa profonde gratitude envers son Envoyé spécial pour la région des grands lacs, Said Djinnit, pour ses « efforts inlassables », en mai et juin de cette année, en vue de faciliter « en toute impartialité » le dialogue entre les parties prenantes burundaises.

A l'approche des élections, M. Ban a appelé tous les dirigeants politiques burundais à résoudre la crise politique actuelle « avec le plus grand sens des responsabilités ».

Le Secrétaire général les a exhortés à reprendre le dialogue politique en vue de créer un environnement propice à des élections « pacifiques, crédibles et inclusives ».

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Blatant rights failures in Burundi make upcoming elections ‘impossible,’ UN expert warns

NEWS STORY

Source: UN (UN News Centre)

19 June 2015 – Decrying Burundi’s “blatant failures” to respect freedom of expression and assembly and the fact that unresolved issues from the past are ensnaring the process for the upcoming elections, a United Nations rights expert today issued a strong call for greater global efforts to ensure independent monitoring and reporting and for all Burundian parties to safeguard fair elections and keep protests peaceful.

“In Burundi, the neglected violent past has become a major obstacle for the country’s future,” Pablo de Greiff, the UN Special Rapporteur on the promotion of truth, justice, reparation and guarantees of non-recurrence, said today while presenting his latest open statement to the Geneva-based UN Human Rights Council.

He specifically highlighted the lack of transparency in political parties, the “instrumentalization” of, or outright disregard for the judiciary, the ignorance for the rights of citizens, and the increased manipulation of ethnicity in the country.

Of great concern, Mr. de Greiff said, were the authorities’ “blatant failures to respect freedom of expression and peaceful assembly.”

Warning that the governing party and its youth militia use violence to limit freedom of speech and hate speech to obtain certain electoral outcome, the independent expert stressed the utmost importance to disarm those youth militias.

“Voters must be free to support or to oppose any political party...without undue influence or coercion of any kind which may distort or inhibit the free expression of the elector’s will,” Mr. de Greiff underscored, while recalling the International Covenant on Civil and Political Rights, ratified by Burundi in 1990.

Turning to democratic legitimacy, it is deliberately circumvented and sharply departed from a rule of law based society, according to Mr. de Greiff.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“This requires not only the absence of coercion and repression, but also for access to media and the possibility to organize meetings,” the expert urged these measures for legitimate elections.

As such a hostile environment does not bode well for free and fair elections, Mr. de Greiff called on Burundi authorities to break the ‘tradition of impunity’, with all parties working constructively together.

Meanwhile, the Special Rapporteur encouraged international community to boost its support as fully fledged monitoring capacities on the ground are urgently needed.

Burundi has been embroiled in a political crisis since mid-April when popular protests erupted after the country’s ruling National Council for the Defence of Democracy – Forces for the Defence of Democracy (CNDD-FDD) party nominated President Pierre Nkurunziza as its presidential candidate for a third term.

Since early April, nearly 100,000 Burundians have fled across the borders, seeking safety in neighbouring Rwanda, Tanzania and the Democratic Republic of the Congo, and the Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) has joined with 17 partners to launch the Regional Refugee Response Plan.

Independent experts or special rapporteurs are appointed by the Geneva-based Human Rights Council to examine and report back on a country situation or a specific human rights theme. The positions are honorary and the experts are not UN staff, nor are they paid for their work.

Burundi : la « culture de l'impunité » menace l'organisation d'élections libres, selon l'ONU

ARTICLE

Source: ONU (Centre d'Actualités des Nations Unies)

19 juin 2015 – Le calendrier des élections démocratiques au Burundi ne pourra être fixé que si les citoyens ont la possibilité de faire librement leur choix, a déclaré vendredi le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff.

Dans une lettre ouverte rendue publique aujourd'hui, Pablo de Greiff a dénoncé les « manquements flagrants des autorités au respect de les libertés d'expression et de

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

réunion pacifique, qui sont les conditions préalables à toute société démocratique crédible ».

Le Rapporteur spécial a affirmé que le parti au pouvoir et ses jeunes miliciens font usage de violence et de menaces, imposent des restrictions flagrantes à la liberté de la presse et promeuvent des appels à la haine afin d'intimider délibérément les électeurs et de parvenir au résultat électoral souhaité.

« Les électeurs doivent être libres de soutenir ou de s'opposer à un parti politique, y compris le parti au pouvoir, sans influence ni coercition de quelque nature que ce soit qui pourrait fausser ou entraver la libre expression de la volonté de l'électeur », a-t-il dit, rappelant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Burundi est partie depuis 1990. « La légitimité d'une élection ne tient que dans l'hypothèse où les électeurs ont pu exercer librement leur droit de vote », a affirmé M. de Greiff.

« Il est profondément regrettable que les autorités burundaises aient brusquement tourné le dos à la transition vers une société d'état de droit, après les grandes réalisations accomplies depuis 2000 », a-t-il dit, insistant sur le fait que la légitimité démocratique ne découle pas seulement des élections.

L'expert indépendant a par conséquent exhorté toutes les parties à renoncer à la violence et aux menaces, et à veiller à ce que toute protestation reste pacifique.

Il a également appelé les parties à œuvrer de concert pour que le Burundi retrouve la voie encourageante qui était la sienne depuis la signature de l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha en 2000.

Influx of Burundi refugees drops

NEWS STORY

Source: The Guardian (<http://www.ippmedia.com/frontend/index.php?l=81511>)

By David Kisanga

22 June 2015 - The number of Burundians fleeing to Tanzania amid threats of violence in the run-up to the presidential election has significantly dropped to approximately five from 1,000 plus a day.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The Home Affairs Ministry spokesperson Isaac Nantanga told 'The Guardian' newspaper yesterday that the number of refugees crossing into Tanzania through various border routes in Kigoma Region remained substantive for a week long.

Just last week we registered 56,564 Burundians who had crossed the border; he said “the number is equivalent to at least 1,000 and 2,000 people a day.”

The officer attributed efforts by the East African leaders' regional summit backing up the elections be postponed by a month and half.

The leaders during their meeting in Dar es Salaam, May 30 categorically agreed not to call for Burundian President Pierre Nkurunziza to abandon his controversial bid for a third consecutive term, which has sparked weeks of civil unrest, a coup attempt and a refugee crisis.

Nkurunziza did not attend the summit, considering that during a first crisis meeting on May 13 in Tanzania's commercial capital, a top general launched an unsuccessful bid to oust him -- and the president was seen as being wary of again leaving the country.

“The summit was concerned about the impasse in Burundi, strongly calling for a long postponement of the elections not less than a month and a half.”

A week later, President Pierre Nkurunziza declared new dates for disputed elections in Burundi, continuing a battle with opposition parties that have upended the nation for weeks.

The embattled president further set the presidential vote to be held on July 15, while legislative elections will be on June 29.

Media reports said yesterday, the number of people killed during the civil unrest had clocked 70.

But the ministry spokesman admits that to some extent there has been a political stability --bringing the number of people seeking refuge to neighbouring East African nations lower than 10 a day.

Refugees' co-coordinator in Kigoma zone, Tony Laizer did not unearth further details when contacted to clarify the matter.

Nantanga maintains the influx has dramatically dropped as many of the countrymen not in high tension.

He reiterated government's endless support to improve refugee camps in the region to efficiently accommodate the group with better community services.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Burundi which is a member of the East African Community has been facing civil strife after the ruling CNDD-FDD nominated President Piere Nkurunziza to vie for the presidency for another term contrary to the agreement.

The decision has sparked anger, with people demonstrating against the move.

A score of people have been killed following the strife. Most of the refugees enter Tanzania through Kagunga border point and mostly come from Makamba and Lumonge areas, believed to be the most hit areas by the strife.

ANGOLA

Angola : des activistes arrêtés

ARTICLE

Source: BBC Afrique

En Angola, 13 activistes, dont le célèbre rappeur angolais Luaty da Silva Beirão, sont arrêtés par la police.

21 juin 2015 - Ils sont soupçonnés de préparer des actions en violation de l'ordre public.

Selon une correspondante de la BBC en Angola, la police a saisi des documents et des ordinateurs appartenant aux personnes arrêtées.

Ces dernières ont récemment organisé des rassemblements lors desquels ils ont réclamé la démission du président José Eduardo dos Santos. Depuis 35 ans, Dos Santos dirige l'Angola, où les manifestations de l'opposition sont souvent interdites.

"Mouvement révolutionnaire"

Le commissaire de police Eugenio Pedro Alexandre a dit que les documents saisis seront utilisés comme preuves à charge contre les personnes arrêtées.

L'affaire sera portée devant la justice, a-t-il dit.

Manuel Nito Alves et Mbanza Hamza, deux activistes connus du public angolais, font partie des personnes arrêtées, qui ont constitué une association dénommée "Mouvement révolutionnaire".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ce mouvement tenait une réunion samedi matin, chez Beirão, selon la correspondante de la BBC. Il devait être question de "révolution pacifique" lors de cette rencontre.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

CAR announces election date

NEWS STORY

Source: Reuters

Bangui, 19 June 2015 - Central African Republic will hold presidential and parliamentary elections, seen as critical to drawing a line under a two-year inter-religious conflict, on October 18, a spokesman for the interim government said on Thursday.

The country descended into chaos in March 2013 when the predominantly Muslim Seleka rebels seized power, sparking reprisals by "anti-balaka" Christian militia, who drove out tens of thousands of Muslims from the south in a de facto partition of the landlocked country.

A transitional authority currently in place is charged with organising elections and restoring democratic rule.

The polls have repeatedly been delayed, however, and a national peace forum last month said that a previous timetable that would have seen elections held in June or July was unrealistic.

Georges Ndamoyen, a spokesman for the transitional authority, said the new election calendar had been agreed upon following a meeting between government officials and donors on Thursday.

The polls will be preceded by an electoral census from June 27 to July 27 and a referendum on a new constitution on October 4, he said.

A second round of elections, if required, will be held on November 22.

The polls will require a total budget of 20 billion CFA francs (\$34.6 million) of which around half had already been collected from government resources and donor funding, Ndamoyen said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Although the violence in Central African Republic has eased in recent months, sporadic killings still occur, fuelled by criminality though deep divisions between Muslims and Christians persist.

A Justice Ministry statement read on state radio on Thursday stated that a court in the capital Bangui would on June 29 begin trying around 50 cases of alleged crimes involving acts of violence and economic infractions.

The announcement follows interim President Catherine Samba Panza's signing of a law earlier this month creating a Special Criminal Court to judge crimes committed during the last two years of turmoil.

Centrafrique: un référendum sur la nouvelle constitution aura lieu le 4 octobre

ARTICLE

Source: Agence Ecofin

22 juin 2015 - Des élections présidentielle et législatives se tiendront le 18 octobre en République centrafricaine pour mettre fin à une période de transition tumultueuse et deux années de violences inter-religieuses, a annoncé le gouvernement intérimaire le 19 juin.

Ces élections seront précédées par un recensement électoral du 27 juin au 27 juillet. Un référendum sur la nouvelle constitution aura lieu le 4 octobre. Un éventuel second tour de la présidentielle sera organisé le 22 novembre.

La présidente par intérim Catherine Samba Panza (photo) a promulgué récemment une loi créant une juridiction criminelle chargée spécialement de juger les crimes commis durant les deux années de conflits inter-religieux entre musulmans et chrétiens.

La Centrafrique a sombré dans le chaos en mars 2013 suite à la prise du pouvoir par les rebelles musulmans de la Séléka, déclenchant une série d'actions de représailles de la part des milices chrétiennes anti-balaka. Le conflit a fait plusieurs milliers de morts et plus d'un million de déplacés.

SOUTH AFRICA

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Africa opposition calls for investigation into Bashir's flight out

NEWS STORY

Source: Reuters

By Mfuneko Toyana; Editing by Hugh Lawson

Johannesburg , 21 June 2015 - South Africa's main opposition on Sunday called for a full investigation into the government's failure to arrest Sudanese president Omar al-Bashir, who is due to face charges of genocide at the International Criminal Court.

The Democratic Alliance (DA) said it wanted the Public Protector's office to determine who was responsible for authorizing the use of state resources to enable al-Bashir's departure.

Last Monday, before a Pretoria court ruled that the leader should be held in the country and the ICC's arrest warrant executed, Bashir flew out of the Waterkloof Air Base heading for Khartoum.

Bashir, who has controlled Sudan for over 25 years, has been indicted by the ICC for war crimes and crimes against humanity. He was in Johannesburg for an African Union summit.

South African officials did not respond to requests for comment, while President Jacob Zuma avoided questions on the subject after a Q&A session in parliament was abandoned on Thursday.

"As the days pass since Sudanese President Omar al-Bashir fled the country, a growing body of evidence points to an elaborate and well-coordinated plot by the Presidency, in collusion with the Security Cluster, to facilitate his escape," the DA statement read.

The party said it had forwarded a motion to have Bashir's departure debated in the National Assembly on Tuesday, adding that it would quiz foreign minister Maite Nkoana-Mashabane at a committee early on Tuesday.

The South African government has maintained that Bashir along with all delegates attending the AU summit were granted immunity.

The United Nations and the U.S. State Department have both expressed disappointment at South Africa's failure to detain Bashir.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Legal Expert: South Africa Was Obligated to Arrest Sudan President

OPINION

Source: VOA

21 June 2015 - Sudanese president Omar al-Bashir has once again evaded arrest by the International Criminal Court. In recent years, he's visited – with impunity -- other signatories to the International Criminal Court – including Kenya, Nigeria and Malawi.

The South African High Court had ordered that he stay in the country until it could rule on a request to arrest him. But within a day, he flew back home from Waterkloof Air Base – which is under the command of the South African National Defense Force.

The Mail and Guardian newspaper reports that government representatives told the court that his name was not on the plane's manifest, though the paper says the codename of the flight – Sudan 01 – indicated the president was board.

South African officials say he enjoyed diplomatic immunity since he was invited by the African Union. Newspapers say the chairperson of the AU, Zimbabwe's president Robert Mugabe, said the government assured the organization that Mr. Bashir could safely attend the summit.

That message was reiterated to VOA by Sudan's Information minister.

Experts in international law say South African authorities should have arrested him.

Mark Ellis said the decision to allow Bashir to return home was a political one. But legally, he said, South Africa – as a signatory to the International Criminal Court's Rome Statute – was obligated to follow ICC requests. This – despite a resolution by the African Union urging its members – 33 of whom are signatories to the ICC – not to cooperate with the international court.

Ellis, the executive director of the International Bar Association in London said, "In this case, international law would trump the political objective set forth by the African Union. There's no question about that. If you sign up to the Rome Statute [establishing the ICC] you are signing up to the legal obligations to assist the court."

Supporters of the AU's policy say court orders can be ignored because they say ICC is biased against Africa. Most of its prosecutions have been against leaders in sub-

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Saharan Africa. Ellis said the focus on Africa is true. But he said seven of the eight cases against leaders south of the Sahara were all requested by African governments that said they lacked the judicial capacity to prosecute. Only one case, against President Bashir, was initiated by the UN Security Council.

The court is now undertaking preliminary investigations into several other countries outside Africa, including Ukraine, Honduras, Palestine, and Iraq.

Supporters also say that AU's policy on diplomatic immunity for sitting presidents is no different from the UN's – which has welcomed leaders ostracized for their human rights records. But Ellis and other international law experts say there's a legal basis for this immunity: the so-called UN Headquarters Agreement approved by the US Congress in 1947. They say there's no such agreement between the AU and the ICC.

The ICC, which has no police force of its own, relies on member states to make arrests. Ellis said becoming a state member of the court is voluntary, and the ICC's options are limited when signatories refuse to meet their obligations.

He said the Security Council, which recommended that the court try President Bashir, could impose travel bans or freeze the assets of Sudanese leaders.

It could also provide incentives for or against states refusing to cooperate with the court. The Council has been silent. Signatories of the ICC treaty, which meet regularly as an Assembly of States Parties, could also take action.

"They meet periodically," explained Ellis, "and it is within that Assembly of States Parties that there is supposed to be further pressure on its own members to cooperate with the court. But internally, that [process] has broken down. So even when the court has looked to its own Assembly of States Parties and ...asked states to pressure various countries that are part of the assembly to support the court, the assembly has failed. "

African opponents of the ICC are taking action. Many are calling for African governments to withdraw from the court.

President Robert Mugabe has called for the AU to create its own court for human rights. Last year, AU leaders moved to allow one of its own institutions to have jurisdiction over a dozen international crimes.

Otilia Anna Maunganidze, a senior researcher at the Institute for Security Studies in Pretoria, said "the protocol amending the protocol to the African Court on Justice, Human and People's Rights ...requires 15 ratifications and as of now there are no countries that have ratified the amendment protocol. There are just countries who have

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

signed it. Whether or not countries begin to ratify in the coming months is something we are yet to see."

Some members of the Southern African Development Community (SADC) have also called for reviving the SADC Tribunal. It was disbanded five years ago after Zimbabwe challenged its right to hear human rights complaints against member governments. So far, talk of reviving the tribunal has focused mostly only civil, not criminal matters – like labor disputes or issues involving the interpretation of SADC treaties.

Another suggested alternative to the ICC is to encourage African states to adopt universal jurisdiction. The doctrine allows national courts to try cases of genocide, crimes against humanity, war crimes, piracy, drug trafficking and terrorism. For example, the AU says it supports the establishment of an ad hoc court in Senegal to try former Chadian President Hissene Habre. He's wanted for alleged crimes against humanity in the 1980's.

"It is ironic," said Maunganidze, "that in trying to get an arrest warrant in South Africa, civil society was actually invoking an existing law in South Africa that also enabled universal jurisdiction. That law was acknowledged by the judges but ignored by the government in flouting the decision of the court to issue an arrest warrant. "

She said the question isn't whether countries will have universal jurisdiction, but whether the courts will have the freedom and independence to exercise that right – once it's adopted.

She added that none of the African alternatives to the ICC would prosecute sitting presidents. Critics say that means impunity for Africa leaders, many of whom stay in power for decades.

SUDAN

Béchir a été exfiltré grâce au président sud-africain

Source: 20 Minutes (<http://www.20min.ch/ro/news/monde/story/Bechir-a-ete-exfiltre-gr-ce-au-president-sud-africain-26075201>)

Le dirigeant soudanais, recherché pour génocide par la Cour pénale internationale, n'a pas été inquiété à l'issue du sommet de l'Union africaine. Pretoria aurait tout organisé à l'avance.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

22 June 2015 - Le président soudanais Omar el-Béehir, recherché pour génocide par la Cour pénale internationale (CPI), a été exfiltré d'Afrique du Sud pendant le sommet de l'Union africaine, la semaine dernière. Des policiers de la protection rapprochée du président sud-africain se sont chargés de la mission, selon la presse.

L'Afrique du Sud est l'un des membres fondateurs de la CPI et une ONG de défense des droits de l'homme avait saisi en urgence la justice pour que Omar el-Béehir soit arrêté.

Or, selon le «Sunday Times» de dimanche, qui cite sans les nommer plusieurs sources haut placées, un plan avait été préparé d'avance par cinq ministres (défense, police, sécurité d'Etat, présidence et affaires étrangères) pour que Omar el-Béehir ne soit pas inquiété.

«Après cette réunion, Monsieur el-Béehir a reçu le feu vert pour venir en Afrique du Sud et une protection maximum lui a été garantie», a déclaré au journal dominical un haut fonctionnaire ayant personnellement suivi le dossier.

Violation de la constitution sud-africaine

Prenant de vitesse le juge, le gouvernement de Pretoria a ensuite mobilisé des membres de l'unité de protection présidentielle pour superviser l'escorte de Omar el-Béehir. Le dirigeant soudanais a pu ainsi quitter son hôtel et gagner la base militaire de Waterkloof, où son avion était revenu se positionner la veille par précaution.

Le gouvernement sud-africain est censé s'expliquer d'ici à vendredi sur les circonstances dans lesquelles Omar el-Béehir a pu partir, en violation de la constitution et d'un ordre du tribunal de Pretoria.

Omar el-Béehir, au pouvoir depuis 1989, a été inculpé de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de génocide dans le conflit au Darfour qui a fait plus de 300'000 morts et deux millions de déplacés. L'Afrique du Sud entretient un contingent de 850 hommes au Darfour dans le cadre des efforts de paix conjoints de l'ONU et de l'UA.

Soudan : L'Onu dénonce les atrocités dont sont victimes les enfants

ARTICLE

Source: Ouest-France (<http://www.ouest-france.fr/soudan-lonu-denonce-les-atrocites-dont-sont-victimes-les-enfants-3494966>)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les forces armées qui s'affrontent au Soudan du Sud ont perpétré des crimes atroces contre des enfants, ont rapporté les Nations unies.

19 juin 2015 - Des enfants subissent des mutilations sexuelles, des viols, certains ont la gorge tranchée ou sont brûlés vifs, a expliqué Anthony Lake, le directeur général de l'Unicef, l'agence de l'ONU pour l'enfance, dans un communiqué publié cette semaine.

Des dizaines de milliers de personnes auraient été tués au cours de la guerre civile qui déchire le Soudan du Sud depuis dix-huit mois, même s'il n'existe pas de bilan officiel.

129 enfants tués le mois dernier

Au moins 129 enfants ont été tués le mois dernier dans l'Etat d'Unité, dans le nord du pays, théâtre des combats parmi les plus violents du conflit, a ajouté l'Unicef. Celui-ci a éclaté en décembre 2013, avec des combats au sein de l'armée sud-soudanaise, fracturée le long de lignes politico-ethniques par la rivalité à la tête du régime entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président Riek Machar.

« Un nouveau sommet dans la brutalité »

Cette guerre a été caractérisée par des massacres ethniques attribuables aux deux camps, des viols et l'emploi d'enfants soldats dont des milliers ont été enlevés pour combattre. « La violence contre les enfants au Soudan du Sud a atteint un nouveau sommet dans la brutalité », a ajouté M. Lake. « Des enfants sont aussi recrutés à un rythme alarmant dans les groupes armés des deux côtés - environ 13.000 ont été contraints de participer à ce conflit dont ils ne sont pas responsables », a ajouté M. Lake.

« Séquelles physiques et psychologiques »

« Vous pouvez imaginer les séquelles physiques et psychologiques sur ces enfants - pas seulement celles liées à la violence qui leur a été infligée mais aussi la souffrance qu'ils ont dû infliger à d'autres ». L'Onu a averti cette semaine que quelque 250 000 enfants risquaient de mourir de faim au Soudan du Sud, tandis que les deux-tiers des 12 millions d'habitants ont besoin d'aide et que 4,5 millions d'entre eux risquent de manquer gravement de nourriture. « Au nom de l'Humanité et de la décence la plus élémentaire, cette violence contre les innocents doit cesser », a ajouté M. Lake.